

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2017/203992]

26 JUNI 2017. — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 17 juni 2016 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap houdende omzetting in de gezinsbijslagwetgeving van de Richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord van 17 juni 2016 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap houdende omzetting in de gezinsbijslagwetgeving van de Richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 26 juni 2017.

O. PAASCH

De Minister-President

I. WEYKMANS

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Parlementaire stukken : 188 (2016-2017), nr. 1. Ontwerp van decreet.

188 (2016-2017), nr. 2. Verslag.

Integraal verslag : 26 juni 2017, nr. 40. Bespreking en aanneming.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204189]

12 JUILLET 2017. — Décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux, en matière de taxes régionales wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2015/2376/UE du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal.

Art. 2. Dans l'article 64bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux, en matière de taxes régionales wallonnes, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 14 avril 2016 les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 4, 11°, les mots « concernant des personnes résidant dans d'autres Etats membres à l'état membre de résidence concerné » sont remplacés par les mots « à un autre Etat membre »;

b) le même alinéa est complété par les 16°, 17° et 18° rédigés comme suit :

16° « décision fiscale anticipée en matière transfrontière » : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions suivantes :

a) être émis, modifié ou renouvelé par ou pour le compte du gouvernement ou de l'administration fiscale d'un Etat membre, ou par les entités territoriales ou administratives de l'Etat membre, y compris les autorités locales, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) être émis, modifié ou renouvelé à l'intention d'une personne spécifique ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porter sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application de la législation nationale relative aux taxes et impôts de l'Etat membre considéré ou des entités territoriales ou administratives de l'Etat membre, y compris de ses autorités locales;

d) se rapporter à une opération transfrontière ou à la question de savoir si les activités exercées par une personne dans une autre juridiction créent ou non un établissement stable;

e) être établi préalablement aux opérations ou aux activités menées dans une autre juridiction susceptibles de créer un établissement stable ou préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu;

17° « opération transfrontière » visée au 16° : une opération ou une série d'opérations :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire de l'État membre ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations exerce son activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable, l'opération ou la série d'opérations constituant une partie ou la totalité de l'activité de l'établissement stable;

d) lorsque cette opération ou série d'opérations à une incidence transfrontière.

18° « entreprise » visée au 17° : toute forme d'exercice d'une activité commerciale. »;

c) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 4 et 5 :

« Concernant le 16°, l'opération transfrontière peut inclure, mais sans s'y limiter, la réalisation d'investissements, la fourniture de biens, services et financements ou l'utilisation d'actifs corporels ou incorporels et ne doit pas nécessairement faire intervenir directement la personne destinataire de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

Concernant le 17°, c), une opération transfrontière ou une série d'opérations transfrontières comprennent également les dispositions prises par une personne en ce qui concerne les activités commerciales que cette personne exerce dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable. ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 64quinquies/1 rédigé comme suit :

« Art. 64quinquies/1. § 1^{er}. L'autorité compétente belge qui émet, modifie ou renouvelle une décision fiscale anticipée en matière transfrontière après le 31 décembre 2016 communique, par échange automatique, des informations à ce sujet aux autorités compétentes de tous les autres États membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au paragraphe 6, conformément aux modalités pratiques adoptées en vertu de l'article 64octies.

§ 2. L'autorité compétente belge communique également, conformément à l'article 64octies, des informations aux autorités compétentes de tous les autres États membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au paragraphe 6, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, la communication est effectuée à condition que ces décisions ou accords fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, la communication est effectuée, que ces décisions ou accords soient toujours valables ou non.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas dans le cas où une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou plusieurs personnes physiques.

§ 4. L'échange d'informations est effectué comme suit :

1° pour les informations échangées en application du paragraphe 1^{er} : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

2° pour les informations échangées en application du paragraphe 2 : avant le 1^{er} janvier 2018.

§ 5. Les informations qui sont communiquées par l'autorité compétente en application des paragraphes 1^{er} et 2, comprennent :

1° l'identification de la personne, autre qu'une personne physique, et, le cas échéant du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

2° un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

3° les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

4° la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

5° la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

6° le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

7° le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

8° l'identification des autres États membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

9° l'identification, dans les autres États membres, le cas échéant, de toute personne, autre qu'une personne physique, susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels États membres les personnes concernées sont liées;

10° une mention précisant si les informations communiquées sont basées sur la décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6. Les informations définies au paragraphe 5, 1°, 2° et 9°, ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

§ 7. Le Gouvernement wallon détermine les modalités selon lesquelles l'autorité compétente visée au paragraphe 5, 8°, accuse réception des informations auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées.

§ 8. L'autorité compétente peut, conformément à l'article 64octies, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière. ”.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 12 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 852 (2016-2017) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 juillet 2017.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204189]

12. JULI 2017 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird die Richtlinie 2015/2376/EU des Rates vom 8. Dezember 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU bezüglich der Verpflichtung zum automatischen Austausch von Informationen im Bereich der Besteuerung teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 64bis des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 14. April 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 4 Ziffer 11 werden die Wörter "über in anderen Mitgliedstaaten ansässige Personen an den entsprechenden Ansässigkeitsmitgliedstaat" durch die Wörter "an einen anderen Mitgliedstaat" ersetzt;

b) derselbe Absatz wird um die Ziffern 16, 17 und 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

16° "grenzüberschreitender Steuervorbescheid": eine Vereinbarung, eine Mitteilung oder ein anderes Instrument oder eine andere Maßnahme mit ähnlicher Wirkung, auch wenn sie bzw. es im Zuge einer Steuerprüfung erteilt bzw. getroffen, geändert oder erneuert wird, sofern sie bzw. es die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

a) von bzw. im Namen der Regierung oder der Steuerbehörde eines Mitgliedstaats oder einer gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheit eines Mitgliedstaats, einschließlich der lokalen Behörden, erteilt, geändert oder erneuert werden, unabhängig davon, ob sie bzw. es tatsächlich verwendet wird;

b) für eine bestimmte Person oder eine Gruppe von Personen erteilt, geändert oder erneuert werden, und diese Person oder Gruppe von Personen kann sich darauf berufen;

c) die Auslegung oder Anwendung einer Rechts- oder Verwaltungsvorschrift zur Handhabung oder Durchsetzung der Steuergesetze eines Mitgliedstaats oder seiner gebiets- oder verwaltungsmäßigen Gliederungseinheiten, einschließlich der lokalen Behörden, betreffen;

d) sich auf eine grenzüberschreitende Transaktion oder auf die Frage, ob durch die Tätigkeiten, denen eine Person in einem anderen Rechtsraum nachgeht, eine Betriebsstätte gegründet wird oder nicht, beziehen;

e) vor den Transaktionen oder den Tätigkeiten in dem anderen Rechtsraum, die möglicherweise als Gründung einer Betriebsstätte zu betrachten sind, oder vor Abgabe der Steuererklärung für den Zeitraum, in dem die Transaktion bzw. die Transaktionen oder Tätigkeiten erfolgten, erteilt werden;

17° in Ziffer 16 erwähnte "grenzüberschreitende Transaktion": eine Transaktion oder eine Reihe von Transaktionen, bei der:

a) nicht alle an der Transaktion oder Reihe von Transaktionen beteiligten Parteien in dem den grenzüberschreitenden Vorbescheid erteilenden, ändernden oder erneuernden Mitgliedstaat steuerlich ansässig sind;

b) eine der an der Transaktion oder Reihe von Transaktionen beteiligten Parteien gleichzeitig in mehreren Rechtsräumen steuerlich ansässig ist,

c) eine der an der Transaktion oder Reihe von Transaktionen beteiligten Parteien über eine Betriebsstätte Geschäftstätigkeiten in einem anderen Rechtsraum nachgeht und die Transaktion oder Reihe von Transaktionen Teil der Geschäftstätigkeiten der Betriebsstätte ist oder deren gesamte Geschäftstätigkeiten ausmachen;

d) es sich um eine Transaktion oder Reihe von Transaktionen handelt, die grenzübergreifende Auswirkungen haben.

18° in Ziffer 17° erwähntes "Unternehmen": jede Form von Geschäftstätigkeit.;

c) zwei Absätze mit folgendem Wortlaut werden zwischen die Absätze 4 und 5 eingefügt:

"Betreffend die Ziffer 16° kann die grenzüberschreitende Transaktion unter anderem Investitionen, die Bereitstellung von Waren, Dienstleistungen oder Kapital oder den Einsatz materieller oder immaterieller Güter umfassen, wobei der Empfänger des grenzüberschreitenden Vorbescheids nicht unmittelbar beteiligt sein muss.

Betreffend die Ziffer 17° Buchstabe c) kann es sich bei einer grenzüberschreitenden Transaktion oder Reihe von grenzüberschreitenden Transaktionen auch um Vorkehrungen handeln, die von einer Person in Bezug auf Geschäftstätigkeiten in einem anderen Rechtsraum getroffen werden, denen sie über eine Betriebsstätte nachgeht."

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 64*quinquies*/1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 64*quinquies*/1 - § 1. Die belgische zuständige Behörde, die einen grenzüberschreitenden Vorbescheid nach dem 31. Dezember 2016 erteilt, ändert oder erneuert, übermittelt im Wege des automatischen Austauschs den zuständigen Behörden aller anderen Mitgliedstaaten sowie der Europäischen Kommission die Informationen darüber, mit der Einschränkung, die für die Fälle nach Paragraph 6 gemäß den geltenden nach Artikel 64*octies* angenommenen praktischen Regelungen gilt.

§ 2. Ferner übermittelt die belgische zuständige Behörde gemäß Artikel 64*octies* den zuständigen Behörden aller anderen Mitgliedstaaten sowie der Europäischen Kommission, unter Berücksichtigung der Einschränkung nach Paragraph 6 Informationen über grenzüberschreitende Vorbescheide, die innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor dem 1. Januar 2017 erteilt, geändert oder erneuert wurden.

Falls diese grenzüberschreitenden Vorbescheide in der Zeit zwischen dem 1. Januar 2012 und dem 31. Dezember 2013 erteilt, geändert oder erneuert wurden, erfolgt diese Informationsübermittlung unter der Voraussetzung, dass sie am 1. Januar 2014 noch gültig waren.

Falls die grenzüberschreitenden Vorbescheide in der Zeit zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2016 erteilt, geändert oder erneuert wurden, erfolgt diese Informationsübermittlung unabhängig davon, ob sie noch gültig sind oder nicht.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 gelten nicht in Fällen, in denen ein grenzüberschreitender Vorbescheid ausschließlich die Steuerangelegenheiten einer oder mehrerer natürlicher Personen betrifft.

§ 4. Der Informationsaustausch erfolgt:

1° in Bezug auf die gemäß Paragraph 1 ausgetauschten Informationen: innerhalb von drei Monaten nach Ablauf des Kalenderhalbjahrs, in dem die grenzüberschreitenden Vorbescheide erteilt, geändert oder erneuert wurden;

2° in Bezug auf die gemäß Paragraph 2 ausgetauschten Informationen: vor dem 1. Januar 2018.

§ 5. Die von der zuständigen Behörde gemäß den Paragraphen 1 und 2 zu übermittelnden Informationen müssen Folgendes enthalten:

1° Angaben zu der Person - mit Ausnahme von natürlichen Personen - und gegebenenfalls zu der Gruppe von Personen, der sie angehört;

2° eine Zusammenfassung des Inhalts des grenzüberschreitenden Vorbescheids, einschließlich einer abstrakt gehaltenen Beschreibung der relevanten Geschäftstätigkeiten oder Transaktionen, die nicht zur Preisgabe eines Handels-, Gewerbe- oder Berufsheimnisses oder eines Geschäftsverfahrens oder zur Preisgabe von Informationen führt, die die öffentliche Ordnung verletzen würde.

3) das jeweilige Datum der Erteilung, der Änderung oder der Erneuerung des grenzüberschreitenden Vorbescheids;

4° den Tag des Beginns der Geltungsdauer des grenzüberschreitenden Vorbescheids, falls angegeben;

5° den Tag des Ablaufs der Geltungsdauer des grenzüberschreitenden Vorbescheids, falls angegeben;

6° die Art des grenzüberschreitenden Vorbescheids;

7° den Betrag der Transaktion oder Reihe von Transaktionen des grenzüberschreitenden Vorbescheids, sofern dieser Betrag im grenzüberschreitenden Vorbescheid angegeben ist;

8° gegebenenfalls Angaben zu den anderen Mitgliedstaaten, die wahrscheinlich von dem grenzüberschreitenden Vorbescheid betroffen sind;

9° gegebenenfalls Identifizierungsangaben zu allen Personen - mit Ausnahme von natürlichen Personen - in den anderen Mitgliedstaaten, die wahrscheinlich von dem grenzüberschreitenden Vorbescheid betroffen sind (sowie Angaben dazu, zu welchen Mitgliedstaaten die betreffenden Personen in Beziehung stehen);

10° Angaben dazu, ob die übermittelten Informationen auf dem grenzüberschreitenden Vorbescheid selbst beruhen.

§ 6. Die Informationen nach Paragraph 5 Ziffern 1, 2 und 9 werden der Europäischen Kommission nicht übermittelt.

§ 7. Die Wallonische Regierung legt die Modalitäten fest, nach denen die in Paragraph 5 Ziffer 8 erwähnte zuständige Behörde der zuständigen Behörde, die die Informationen übermittelt hat, den Erhalt der Informationen bestätigt.

§ 8. Die zuständige Behörde kann gemäß Artikel 64octies um Übermittlung zusätzlicher Informationen, einschließlich des vollständigen Wortlauts des grenzüberschreitenden Vorbescheids, ersuchen.“

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Juli 2017.

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe,
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien,
J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung,
E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie,
C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen,
P-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

(1) Sitzungsperiode 2016-2017.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 852 (2016-2017) Nrn 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 12. Juli 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204189]

12 JULI 2017. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 2015/2376/EU van de Raad van 8 december 2015 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel 64bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 14 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het vierde lid, 11°, worden de woorden "over ingezetenen van andere lidstaten aan de betrokken lidstaat van verblijf" vervangen door de woorden "aan een andere lidstaat";

b) hetzelfde lid wordt aangevuld met 16°, 17° en 18°, luidend als volgt :

16° "voorafgaande grensoverschrijdende ruling": een akkoord, een mededeling dan wel enig ander instrument of enige andere handeling met soortgelijk effect, ook indien afgegeven, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan :

a) het of zij is afgegeven, gewijzigd of hernieuwd door of namens de regering of de belastingautoriteit van een lidstaat, of een territoriaal of staatkundig onderdeel van die lidstaat, met inbegrip van de lokale overheden, ongeacht of er effectief gebruik van wordt gemaakt;

b) het of zij is afgegeven, gewijzigd of hernieuwd, ten aanzien van een welbepaalde persoon of groep van personen, en deze persoon of groep personen kan zich erop beroepen;

c) het of zij de interpretatie of toepassing betreft van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling ter toepassing of handhaving van nationale belastingwetgeving van de lidstaat of de territoriale of staatkundige onderdelen daarvan, met inbegrip van de lokale overheden;

d) het of zij betrekking heeft op een grensoverschrijdende transactie of op de vraag of er op grond van de activiteiten van een persoon in een ander rechtsgebied al dan niet sprake is van een vaste inrichting;

e) het of zij eerder is tot stand gekomen dan de transacties of activiteiten in een ander rechtsgebied op grond waarvan mogelijk sprake is van een vaste inrichting, of dan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de transactie of reeks transacties dan wel de activiteiten hebben plaatsgevonden;

17° "grensoverschrijdende transactie" bedoeld in 16° : een transactie of reeks van transacties waarbij :

a) niet alle partijen bij de transactie of reeks van transacties hun fiscale woonplaats hebben in de lidstaat die de voorafgaande grensoverschrijdende ruling afgeeft, wijzigt of hernieuwt;

b) een of meer van de partijen bij de transactie of reeks van transacties haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) een van de partijen bij de transactie of reeks van transacties haar bedrijf uitoefent in een ander rechtsgebied via een vaste inrichting en de transactie of reeks van transacties alle of een deel van de activiteiten van de vaste inrichting uitmaakt;

d) die transacties of reeks van transacties een grensoverschrijdend effect hebben.

18° "onderneming" bedoeld in 17° : iedere vorm van bedrijfsvoering.;"

c) tussen het vierde en het vijfde lid worden de volgende twee leden ingevoegd :

"Wat betreft 16°, de grensoverschrijdende transactie kan betrekking hebben op, maar is niet beperkt tot, het doen van investeringen, het leveren van goederen, het verrichten van diensten, het financieren of het gebruiken van materiële of immateriële activa, waarbij de persoon die de voorafgaande grensoverschrijdende ruling heeft gekregen, niet rechtstreeks betrokken hoeft te zijn.

Wat betreft 17°, c), een grensoverschrijdende transactie of reeks van transacties omvat tevens de regelingen die worden getroffen door een persoon ten aanzien van de bedrijfsactiviteiten die hij in een ander rechtsgebied via een vaste inrichting uitoefent."

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel 64^{quinquies}/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 64^{quinquies}/1. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit die na 31 december 2016 een voorafgaande grensoverschrijdende ruling afgeeft of maakt, wijzigt of hernieuwt, verstrekt de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie automatische inlichtingen daaromtrent, met inachtneming van de in paragraaf 6 genoemde beperkingen, zulks overeenkomstig de uit hoofde van artikel 64^{octies} vastgestelde toepasselijke praktische regelingen.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit verstrekt, overeenkomstig artikel 64^{octies}, ook de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, alsmede de Europese Commissie, de inlichtingen — beperkt tot de in paragraaf 6 genoemde gevallen — over voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen die zijn gewijzigd of hernieuwd binnen een periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017.

Indien voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen zijn afgegeven of gemaakt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden de inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen of afspraken nog geldig waren op 1 januari 2014.

Indien voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen zijn afgegeven of gemaakt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden de inlichtingen verstrekt ongeacht of die voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen of afspraken nog geldig zijn.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing wanneer een voorafgaande grensoverschrijdende ruling uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

§ 4. De inlichtingenuitwisseling geschiedt als volgt :

1° voor de overeenkomstig paragraaf 1 uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het eerste halfjaar van het kalenderjaar waarin de voorafgaande grensoverschrijdende beslissingen zijn afgegeven of gemaakt, gewijzigd of hernieuwd;

2° voor de overeenkomstig paragraaf 2 uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

§ 5. De inlichtingen verstrekt door de bevoegde autoriteit overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, omvatten de volgende gegevens :

1° de identificatiegegevens van de persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, en in voorkomend geval van de groep personen waartoe deze behoort;

2° een samenvatting van de inhoud van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of transacties of reeks van transacties, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelswerkwijze, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

3° de data waarop de voorafgaande grensoverschrijdende ruling is afgegeven of gemaakt, gewijzigd of hernieuwd;

4° de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld;

5° de einddatum van de geldigheidsperiode van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld;

6° het type voorafgaande grensoverschrijdende ruling;

7° het bedrag van de transactie of reeks van transacties van de voorafgaande grensoverschrijdende ruling, indien vermeld in de voorafgaande grensoverschrijdende ruling;

8° de identificatie van de andere lidstaten, indien er zijn, waarop de voorafgaande grensoverschrijdende ruling naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn;

9° personen, niet zijnde natuurlijke personen, in de andere lidstaten, indien die er zijn, op wie de voorafgaande grensoverschrijdende ruling naar alle waarschijnlijkheid van invloed zal zijn, waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de getroffen personen verbonden zijn;

10° de vermelding of de meegedeelde inlichtingen gebaseerd zijn op de voorafgaande grensoverschrijdende ruling.

§ 6. Inlichtingen in de zin van paragraaf 5, 1°, 2° en 9°, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

§ 7. De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke de bevoegde autoriteit bedoeld in paragraaf 5, 8°, ontvangst bericht van de inlichtingen bij de bevoegde autoriteit die ze aan haar heeft meegedeeld.

§ 8. De bevoegde autoriteit kan, overeenkomstig artikel 64^{octies}, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een voorafgaande grensoverschrijdende ruling. "

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

De Minister van Plaatselijke Besturen, de Stad en Huisvesting,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 852 (2016-2017) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 12 juli 2017.

Bespreking.

Stemming

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/20584]

Mobilité et Sécurité routière. — Agrément d'institutions organisant les examens médicaux et psychologiques dans le cadre de la réintégration dans le droit de conduire

Par application de l'article 73 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 modifié par l'arrêté royal du 8 mars 2006 relatif au permis de conduire, le Secrétaire d'Etat à la Mobilité a délivré l'agrément suivant :

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Numéro d'agrément de l'institution organisant les examens médicaux et psychologiques dans le cadre de la réintégration dans le droit de conduire 2. Date de l'agrément 3. Adresse 4. Dénomination commerciale | <ol style="list-style-type: none"> 1. Erkenningsnummer van de instelling die instaat voor de geneeskundige en psychologische onderzoeken i.k.v. het herstel van het recht tot sturen 2. Erkenningsdatum 3. Adres 4. Commerciële benaming |
|---|--|

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. VDI 006-16 2. 29/07/2016 3. Kortrijksesteenweg 861, 9000 Gent 4. Psyconsult VOF |
|---|

L'agrément de l'unité VDI 006-02 à 9000 Gent, Jubileumlaan 67 a été retiré le 29/07/2016.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/20584]

Mobiliteit en Verkeersveiligheid. — Erkenning van instellingen voor medische en psychologische onderzoeken in het kader van het herstel van het recht tot sturen

Bij toepassing van het artikel 73 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 maart 2006 betreffende het rijbewijs, heeft de Staatssecretaris van Mobiliteit volgende erkenning afgeleverd :

De erkenning van de vestiging VDI 006-02 te 9000 Gent, Jubileumlaan 67 is ingetrokken op 29/07/2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2017/31007]

Promotion

Par arrêté royal du 12 juin 2017, M. Joris REYNAERT, expert technique, est promu par accession au niveau supérieur dans la classe A1 avec le titre d'attaché, au Service public fédéral Sécurité sociale dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juillet 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2017/31007]

Bevordering

Bij koninklijk besluit van 12 juni 2017 wordt de heer Joris REYNAERT, technisch deskundige, bevorderd door verhoging in niveau in de klasse A1 met de titel van attaché, bij de federale overheidsdienst Sociale Zekerheid in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 juli 2017.